

Lys noir

Gratuit

*Mais donner ce que
vous pouvez...*

Organe de la Conjuration

Mini Lys Noir N°29 - formule webzine / leslysnoirs@gmail.com - 06 62 66 82 48

Notre projet de partage avec les islamistes



**Entretien
très furtif
avec
L'Emir
Blanc**



Abaaoud le Lys Noir te salue



DOSSIER :
**Onfray
dénonce
le grand
bobard**

Editorial

Abaaoud, nous te saluons !

Abdelhamid, quelque chose nous dit que ta mort n'émeut personne, en tout cas personne qui osera l'écrire en plein état d'urgence avec les flics de la République qui sont lâchés partout. Et pourtant, même si nous n'ignorons évidemment rien de ta racaille bougnoule, nous sommes des chevaliers chrétiens et nous ne pouvons te laisser partir comme cela, sans te souhaiter bonne route, sans recommander ton nom à Dieu et sans prier pour le repos de ton âme... Et sans te faire part de notre surprise... Ouaih, on peut dire que tu nous estomaqués... On peut ajouter aussi que tu as dépassé toutes nos espérances... Une déclaration de guerre lancée par une puissance nucléaire à dix bougnoules mutants qui tentent d'imiter les dégâts collatéraux d'une seule de nos frappes, on peut dire que tu as réussi ton coup !

Il paraît alors que tu serais un «barbare» et que tu ne serais même pas même «humain»... C'est si facile de le penser pour ne rien changer, pour refouler toute réflexion, toute remise en question. Bien sûr, il y avait cette vidéo macabre sur laquelle on te voyait traîner une dizaine de cadavres derrière ton pick up... Déjà, tu nous disais : venez me tuer si vous l'osez...

Pourtant, si nous nous souvenons bien, quand le FLN rafalait des terrasses de café à Alger, on ne le traitait pas aussi mal que ton Daech... Plus tard, ses chefs fellaghas devenus gouvernants furent même reçus en grande pompe à L'Elysée !

Il est naturellement de bon ton de considérer l'idéologie islamo-radical comme stupide, incompréhensible, sortie de quelques cerveaux malades à peine dignes de fréquenter une secte... Nous savons toi et nous que c'est faux et qu'il y a du romantisme et du moyen-âge glorieux dans ta mort.

Tu auras également réussi à faire chanter la Marseillaise dans les écoles et à faire déplier les drapeaux bleu-blanc-rouges aux balcons des appartements des citoyens du monde de Paris... Ce chant de merde que nous n'aimons pas plus que toi, ce drapeau ensanglanté et médiocre que nous haïssons comme toi, cette devise fausse sur l'égalité, la liberté et la fraternité, auront eu au moins le mérite de clôturer une partie de notre histoire nationale.

En effet, grâce à toi, nous savons enfin que toi et nous n'avons plus de pays, ici... que la République nous est définitivement étrangère et qu'elle nous occupe, nous les anciens Français, comme elle vous humilie, vous les désespérados d'appartements conspiratifs.

En tout cas, l'Occident jouisseur dont tu parlais souvent, Abdelhamid, ne se grandit décidément pas en te désignant pour son ennemi mondial. Il aurait été si facile et si vrai de te penser comme une punition ! C'est ainsi, racaille tragique, que nous te saluons chrétiennement, rien que chrétiennement !

La République

La France vient d'être victime du crash d'une salle de spectacle moyen courrier et de la sortie de route de quelques cafés et restaurants... Pas davantage.

Pourtant, dans l'hystérie générale, dans l'émotion et la compassion intense avec les victimes, (tous "citoyens du monde") le gouvernement parle de "guerre totale" ; disqualifiant un peu plus encore le standing "nerveux" que nous serions en droit d'attendre de "gouvernants"...

Ainsi, le mutant de cité qui, en Syrie, s'amuse à traîner des cadavres derrière son pick-up, est-il hissé par Hollande et le Congrès au rang de nouveau Guderian, de réincarnation vivante de Von Moltke... C'est donc toute la République qui a perdu la tête à Versailles.

Naturellement, la vérité est moins glorieuse. Les mutants de cité prêts à mourir sont un nombre infime, y compris sur les 2000 mutants ayant visité Daech en tourisme plus ou moins mytho...

Au sein de cette mouvance réduite, ceux qui rafalent sont même connus par leur nom, de n'importe quel internaute. Ils n'ont actuellement de réserves que pour quelques attentats encore. Peut-être à Noël...

Naturellement, ce ne sont pas de "super-professionnels hyper organisés".

Naturellement, il ne s'agit que de méchants bougnoules sans humour formés sommairement mais qui laissent, comme d'habitude, des traces partout et se font même sauter dans le vide lorsqu'ils sont refoulés par un placier de stade...

Naturellement, ils louent des voitures à leur nom et payent avec leur carte bleue. Naturellement, ils logent dans des quartiers gris où ils louent des piaules à pas cher, quand ils ne sont pas abrités dans des squatts.

Naturellement, lorsqu'ils ne bénéficient pas l'effet de surprise, les mutants se font pulvériser par les forces spéciales de police et atterrissent

hallucinés dans les gravas.

Cependant, malgré cette réalité désopilante, l'esprit de guerre existe, il résiste à toute raison et il constitue pour nous une chance politique inouïe. Cette sidération colossale pour presque rien (entre 1914 et 1918 nous avons connu une moyenne de mille morts par jour pendant quatre ans et demi!) est en effet l'environnement politique dans lequel nous allons agir au cours des prochains mois et prochaines années. Divine surprise !

Lors de son intervention devant le congrès, "pépère" Hollande a suggéré que l'on modifie l'article 36 de la constitution qui évoque l'état de siège. Il apparaît (ce qui n'a été relevé par personne) qu'il veuille, par saine prudence, supprimer la référence à l'état de siège qui reste la seule manière de "faire passer" légalement le pays sous le contrôle des militaires.

Nous n'avons évidemment pas les moyens d'empêcher cette modification qui nous retire cruellement un des scénarios possibles et souhaitables. Mais il s'agit finalement d'un détail.

De toute façon, nos contacts avec les généraux montrent assez les limites anthropologiques de ce type humain. Ainsi, avec un camarade parisien nous avons rencontré, à la faveur d'une approche en profondeur, celui qui est pourtant notoirement le plus courageux d'entre eux, le plus ouvertement engagé. Nous sommes tombés sur un homme timide, brave type, pusillanime avec la République, bien que "national"... et facilement impressionnable jusqu'à paniquer devant nous de façon extrêmement surprenante pour un simple petit détail protocolaire.

Cette expérience sur le vif montre toute l'étendue de la catastrophe anthropologique résumée dans l'article de notre revue Arsenal intitulé "le drame infini de nos officiers catholiques".

(Suite page ci-contre)

déclare la guerre universelle !



Pépère Hollande a également projeté à Versailles de recréer une garde nationale.

Cela prendra évidemment des années à la mettre sur pied.

En revanche, au lendemain du crash du Bataclan, la France populaire, laissée désormais libre d'exprimer ses sentiments "anti-bougnoles", parlait ouvertement, en ses cafés, de se grouper en milices d'autodéfense, de "*faire quelque chose*".

Puisque le gouvernement ne fait rien pour calmer le jeu en ramenant les événements à leur juste importance de fait divers, et qu'il pratique une vibrante surenchère afin de tenir en haleine les journalistes beaucoup trop brunettes de BFM/I-télé, on peut effectivement imaginer que l'ère anarchique des milices a commencé et que les esprits populaires s'y sentent désormais autorisés par la psychose validée et promotionnée par le gouvernement lui-même.

En ville, grande, moyenne ou petite, les milices sont impossibles.

En revanche, dans les campagnes reculées où subsistent de fortes populations de chasseurs, cette idée est encore concevable sur un mode convivial de "passage en résistance" d'ailleurs préconisé par tous les histrions de la République (Ruquier, Arditti, etc.).

En effet, la campagne, les bars de campagne, regorgent encore de "bonne volontés patriotiques" chez des gens équipés.

C'est cette brèche qu'il faut utiliser. En récusant par avance toute mise en action des "groupes nationalistes" urbains qui ne servent à rien et sont de toute façon de minable consistance anthropologique et surtout incapables d'encadrer des adultes normaux, il nous faut de toute urgence, sous prétexte de préparation à la "résistance", susciter justement des groupements de "chasseurs et véhicules utilitaires" partout où nous disposons d'un cadre militant de premier plan déjà entouré d'une petite équipe d'amorçage résidant dans un lieu de campagne reculée...

Dans quatre ou cinq endroits du territoire, le seul Lys Noir dispose de cette configuration féconde. On peut estimer néanmoins à une centaine le nombre de "canton ruraux" dans lesquels des organisations amies (plus importantes que nous) pourraient agir de la même façon.

C'est à cela que nous devons travailler car il est devenu hautement probable qu'une implosion politique générale suive le prochain attentat, ou le suivant du prochain. En effet, le gouvernement a grillé ce week-end toutes ses réserves d'émotion, de compassion et de solennité. Il ne peut faire davantage. Entraîné par les chaînes d'info en boucle qui nous gouvernent subtilement, il s'est placé stupidement dans le rouge.

L'idée d'une "garde populaire rurale", continuité doctrinale de ce que nous avons théorisé depuis longtemps à propos des "véhicules utilitaires", s'appuie simplement sur un changement de "stimuli" et de "libido" révolu-

tionnaire : Ce que nous avons imaginé autour du RSI ou le la COP 21, le serait désormais autour de "l'esprit de guerre" que le régime aura imprudemment institué à ses risques et périls, puisqu'il ouvre, par sa propre trouille et anxiété devant quelques racailles forcées, la porte à l'autodéfense, cette notion si peu républicaine...

-Bref, on y va !

-Ou ça ?

-Dans les cafés de campagne, putain !

-Et comment cela ?

-Avec un manifeste dirigé vers les forces anthropologiques encore saines, une brochure unanime à grand tirage...

-Et avec quoi encore ?

-Pardi, avec ce seul "esprit de résistance" répandu par un régime délirant jusqu'au col-lapse intellectuel ; comme si "Daech", misérable bougnoulerie boursoufflée par quelque égorgements filmés, était déjà devenue une force au dessus de nos puissances nucléaires et de la mégamachine...

**Communiqué
de la DirPol**

Cher Michel Onfray, la R

"Nous aussi nous avons tué des innocents"

«"Bombarder l'EI ne permettra pas de calmer les jeunes soldats de l'EI qui sont partout dans les banlieues en France"

"Ils font à la disquette, ce que nous faisons avec des drones"

"La France devrait prendre l'initiative d'une conférence internationale qui viserait à constituer un front diplomatique à même de négocier une neutralité associée à un respect de la souveraineté politique de chacun de ces pays qui ont le droit de faire ce qu'ils souhaitent sur leur territoire sans que nous le leur interdisions".

(Michel Onfray à propos de Daech et des attentats de Paris)

Tout en désignant Jean-Pierre Chevènement comme l'homme de recours de la République, Michel Onfray vient de déclarer que l'interventionnisme international de la République contre l'Islam politique serait à l'origine des attentats commis sur le territoire national. Ah, bon sang, Michel Onfray, vous avez raison, vos propos sont courageux, mais laissez-nous vous dire néanmoins que si nous avions eu moins de républiques, ces deux derniers siècles, comme la France aurait été à sa place : noble, discrète et douce !

C'est entendu, cher Michel Onfray, le nationalisme est la guerre voulue, appelée, désirée, justifiée, mise en discours plus ou moins subtils... Mais dans la France moderne, la guerre réelle s'incarne surtout par la République et son personnel halluciné le plus ordinaire, voire le plus médiocre...

Bien plus sérieuse que le nationalisme, au verbe si maximaliste mais si vain, la République c'est la guerre dans les faits, la vraie guerre, avec de vrais morts et, surtout, de vraies mobilisations guerrières façon "Même pas peur" !

D'ailleurs, jamais la République n'est autant elle-même que dans la guerre... Et quand la République flanche un peu dans nos coeurs, son réflexe immédiat, salvateur, c'est d'en appeler encore à la guerre...

Si l'antique monarchie se battait avec des soldats empoutrés sur un terrain choisi entre professionnels de la guerre ne se livrant alors qu'à une sorte de duel convenu entre deux armées encombrées de codes d'honneur et de règles chevaleresques, la République inventa la furie du boutiquier, le sacrifice du brave type, la conscription universelle, le courage obligatoire du clampin, le casse-pipe populaire, et le bombardement des civils.

Née ainsi dans la guerre étrangère des Girondins qui, sous n'importe quel prétexte, en voulaient pour un détournement d'attention vers l'Extérieur (contrairement au monarchien Robespierre) en expérimentant au passage le premier bourrage des crânes populaires, la Première République commença du même coup notre guerre civile jamais éteinte depuis.

Dans la foulée, la République définitivement la totalité de l'Europe

monarchique au cours de guerres "patriotiques" réclamant ses premières "levées en masse"... Enfin, prévisiblement, elle sombra dans l'aventurisme bonapartiste et parvint au coût de guerre sublime avec l'Empire et ses armées d'hommes sacrifiées pour quelques chimères névrotiques, pour la gloriole d'un étranger de passage chez nous comme le seront plus tard Gambetta ou Sarkozy et Valls aujourd'hui...

A ce rythme, République et Empire autoritaires consommèrent ensemble, deux millions de français... Un dixième de notre population de l'époque... Sept millions de morts à l'échelle d'aujourd'hui...

Avant cette hystérie, Louis XVI avait régné treize ans et n'avait fait qu'une seule fois la guerre en envoyant 6.000 français au secours des insurgés par revanche de la perte du Canada... Quelques centaines n'en reviendront pas, des volontaires romantiques, des cadets de famille, des aventuriers... Bon, ça choque qui ?

Quand Louis XVIII récupéra le pouvoir tombé dans une mer de sang, il ne fit aucune guerre pendant les dix ans de son règne bonhomme et sui peu "sexy"... Son successeur Charles X non plus. Cela lui fut donc beaucoup reproché. Alors le dernier roi légitime tenta, pour sauver son trône, de satisfaire les ardeurs guerrières des Républicains en décidant la première expédition en Algérie... 150 morts en trois semaines de combats et trois batailles (Sidi Feruch, Staoueli et Sidi Khalef)... deux fois moins que le crash d'un Airbus...

Louis-Philippe, son usurpateur, continua la guerre en Algérie, fit prendre la smalah d'AbdelKhader par son fils le Duc d'Aumale... Neuf morts français, trois cents chez les bougnés... Cela les calma... Mais en 18 années de règne, le roi bourgeois ne décida vraiment d'aucune guerre extérieure, sauf la dérisoire "guerre des pâtisseries" déclarée au large du Mexique, qui ne fit aucun mort... En France même, à peine deux-cent canuts lyonnais furent passés par les armes au début du règne...

En revanche, la Deuxième République, en quatre jours, du 22 au 26 juin 1848, massacra 5.000 insurgés et en fusilla 1.500... La République sait avoir la main aussi lourde que sa morale.

La troisième République est née elle aussi de la guerre imprudente du républicain Napoléon III qui perdit son trône par son dégoût trop tardif de la guerre...

Entre 1870 et 1871, en situation républicaine de fait, c'est encore un quart de million de français au tapis...

Devenue officielle en 1875, la République ne connaîtra que quarante années de paix relative avant la "14/18" qui sonnera comme le génocide concret et fièrement assumé de la paysannerie française par ses avocats députés... La Troisième République attendra la "grande guerre" en scrutant chaque jour la "ligne bleue des Vosges", certes, mais à la condition d'être quand même perfusée par des guerres coloniales sanglantes et chargées de déconvenues futures inévitables... 2.000 morts pour l'expédition du Tonkin... Ajoutons les 6.000 morts français de l'expédition de Madagascar, pratiquement tous à cause des fièvres, mais bon, c'est quand même des morts de jeunes gens... Et on vous passe les massacres de routine des indigènes de la République ; des autochtones emplumés qui vont en prendre plein la gueule sous prétexte que leurs ancêtres étaient des gaulois, puisque la république est un chef d'oeuvre universel...

Mais le pompon de la Troisième République, c'est évidemment la "mobilisation générale" immédiate du 2 août 1914 contre l'Allemagne, qui déclare évidemment la guerre le lendemain... La rodomontade enflammera le monde malgré Jaurès. Elle fera basculer la France dans la stupide "union sacrée", préface politique des charniers tant vantés par ce gogo nationaliste de Maurras qui ne fut jamais autre chose qu'un républicain autoritaire masqué...

Bilan : deux millions de morts français, plus de mille par jour... Sans compter la grippe espagnole qui saignera l'arrière, les femmes, et les enfants... Encore 400.000 morts...

Entre fin 1916 et mi 1917, les héritiers familiaux de la monarchie française, les princes Sixte et Xavier de Bourbon-Parme tentent bien sûr de faire cesser le massacre, mais Clémenceau et Ribot font délibérément échouer la "paix séparée" afin de poursuivre l'hallali contre l'empire catholique des Habsbourg, et mieux épargner l'Allemagne prussienne dans le même temps... A cause des ces enclulés, la République fera un sacré rabiot : un demi million de morts français sacrément

République c'est la guerre

Entre fin 1916 et mi 1917, les héritiers familiaux de la monarchie française, les princes Sixte et Xavier de Bourbon-Parma tentent bien sûr de faire cesser le massacre, mais Clémenceau et Ribot font délibérément échouer la "paix séparée" afin de poursuivre l'hallali contre l'empire catholique des Habsbourg, et mieux épargner l'Allemagne prussienne dans le même temps... A cause de ces enclûs, la République fera un sacré rabiote : un demi million de morts français sacrément économisables entre début 1917 et fin 1918 seront quand même poussés dans la fosse des offensives républicaines destinées à "user", à jouer cadavre contre cadavre...

Et comme si cela ne suffisait pas, vingt ans plus tard, la Troisième République déclare la guerre à Hitler, juste pour le couloir de Dantzig... cette merde... Un conflit postal... 600.000 morts français... Et encore, on ne vous compte pas les dix mille épurés de la Libération !

Pour la Quatrième République, toujours née dans la guerre, la "paix retrouvée" c'est surtout la guerre d'Algérie qui succéda à l'Indochine et ses cuvettes mortelles... Plutôt que d'organiser immédiatement la partition pour répondre au plan initial de "Royaume arabe" de Napoléon III qui anticipait, dès 1863, un établissement exclusivement français sur la bande côtière (pour laisser l'intérieur de l'Algérie aux Indigènes autonomisés), la République de 1954 monte tout de suite sur ses grands chevaux de bronze et déclare par la voix de son ministre de l'Intérieur de l'époque, François Mitterrand : "Je n'admets pas de négociations avec les ennemis de la patrie. La seule négociation, c'est la guerre !".

Deux mois après cet enflé, ce boursoufflé, qui savait néanmoins combien la république chérit la guerre, ce fut le tour d'un autre socialiste de bombardement, Guy Mollet, de proclamer ; « Le gouvernement de la République disposera en Algérie des pouvoirs les plus étendus pour prendre toutes les mesures exceptionnelles commandées par les circonstances, en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens et de la sauvegarde du territoire"... L'Etat d'urgence pour quelques braquages et assassinats d'instituteurs, déjà...

La facture républicaine de la guerre d'Algérie sera finalement de 400.000 morts et deux millions de rapatriés, harkis compris.

Comme ses soeurs aînées, la Cinquième République est passée par le même baptême initial de la guerre. Elle est même née de l'Etat d'urgence et des pouvoirs spéciaux. Cependant, tant qu'elle sera "gaullo-monarchique" jusqu'en 1981, elle décolonisera et se tiendra volontairement loin de la guerre, si on excepte bien entendu quelques opérations africaines telles que le saut giscardien magistral sur Kolwezi et ses quelques centaines de négros mitraillés en douce, avant d'atterrir, ni vu ni connu...

En 1990, c'est toujours cet enclû de Mitterrand qui renoue avec le parti de la guerre extérieure mais en "coalition" précautionneuse et suiveuse, cette fois. On commence d'abord



doucement avec trois soldats français retrouvés le bec dans le sable mésopotamien, en prime naturellement, des cent mille morts irakobougnoles qui ne comptaient pas pour grand chose, vu qu'ils furent tous cramés vivants dans leurs camions pulvérisés en convoi, sur la route de la défaite, quelques heures après le cessez-le-feu...

Depuis le début de la Cinquième, le cycle des guerres est néanmoins impressionnant : 616 militaires des forces armées françaises vont mourir « au service de la France » au cours de nos nouvelles "guerres propres", lors de 228 opérations extérieures recensées depuis 1962 ! Vous avez bien lu : 228 opérations extérieures

en cinquante ans ! Tchad, Yougoslavie, Afghanistan, Libye seront les principales, les plus connues... mais l'infamale moyenne "républicaine" s'élève à une opération extérieure tous les 70 jours !

Evidemment, le carnage de ces opérations extérieures sur les populations civiles locales se comptera en centaines de milliers de pauvres crouilles, négros et Serbomachinstructs, victimes extérieures et "nécessaires" qui n'avaient rien demandé à notre bonne République, comme le souligne maintenant Michel Onfray avec un courage de moins en moins républicain...

(Suite page 6)



Aujourd'hui, Hollande remet ça après avoir échoué une première fois à nous impliquer "au sol" dans le bourbier syrien, pour se hisser au niveau de Sarkozy qui avait installé, lui, le bourbier libyen. L'ennemi maintenant c'est Daesh ! Le terroriste Abaaoud saute-t-il un tourniquet de métro un quart d'heure après les attentats pour s'en aller "cheminer" plus loin et négocier sur un parking son logement du soir avec sa cousine, une voilée à santiags qui finira sa vie dans un pur dialogue d'incompréhension (Il est où ton copain ? Ce n'est pas mon copain ! Il est où ton copain ? Ce n'est pas mon copain ! BOOOUUMMM !!), cette scène hilarante est-elle immédiatement connue de tous ? Eh bien, pourtant, une dizaine de racailles qui n'ont pas assez de pognon pour être aussi dangereux que prévu, seront immédiatement qualifiés (le soir même !) d'ennemis "barbares", nouveau Attila de nos manuels déconstructeurs, les pires de l'histoire de France... "C'est une horreur" déclare même à chaud l'enculé en chef avant de proclamer naturellement l'Etat d'Urgence... comme Mitterrand en Algérie avant lui !

De son côté, Michel Onfray a pris le mors, au point d'être cité

par Daech dans un communiqué intellectuellement honnête.... En effet, le mépris du philosophe pour Manuel Valls est maintenant immense. Entre le forcené de loge judéo-catalane et le normand enraciné qui rêve de philosophie populaire, il n'y a désormais guère plus que le partage de quelques lieux communs invérifiés à propos de la République... Aussi, quand Valls, sorte de Clémenceau de Trivial Pursuit, s'enflamme en psychopathe tremblant, joue au "père la Victoire" de télé en boucle, serre les lèvres comme jadis ses congénères d'asile sous l'électrochoc, le philosophe perd son calme et confirme sa lucidité toute neuve, il signe des deux mains : Oui, la République doit cesser de bombarder les populations musulmanes comme elle le fait systématiquement depuis 25 ans, depuis Mitterrand, père de l'unité allemande retrouvée, père du traité anti-souverain de Maastricht, l'ennemi quoi !

Naturellement, si, à travers ses successeurs forcément semblables, nous étions toujours gouvernés par un brave type genre Louis XVI, tellement économe du sang de son peuple qu'il se refusa toujours à faire tirer sur la foule pour se sauver et qu'il en périt en

saint-martyre, nous n'aurions pas autant cédé aux sirènes de la guerre... Nous aurions eu moins de gloire, moins de défaites, moins de victoires d'un jour et de débâcles à digérer pour longtemps, moins d'anciens combattants pensionnés, aussi ! Moins de gueules cassées, moins de boulevards des Maréchaux, moins d'ossuaires, moins de fanions et lampions, moins de sonneries aux morts sur nos places de village devant monsieur le Député socialiste... Nous aurions eu moins médailles à titre posthume plantées sur des photos de jeunes types idiots qui allaient "là-bas" jouer à un jeu vidéo... Nous aurions évidemment eu moins de "pupilles de la nation" tels que ceux que nous aurons désormais avec les enfants de chaque citoyen du monde de passage à Paris mais néanmoins "mort pour la France", puisqu'il se rendait héroïquement, après un bon petit rail anti Front National, dans un concert parisien tragique...

Nous aurions eu aussi moins de patriotisme guerrier comme celui qui nous pèse aujourd'hui sacrément sur nos estomacs encombrés.

Vous ne pensez pas, Michel Onfray ?

Allez... Cher Michel... Sautez le pas, retirez donc votre dernier monocle brouillé : la République Française, c'est juste la guerre, toujours la guerre ! Et les républicains ne sont que des hyènes ! Oui des Hyènes... Rejoignez alors la cohorte fantôme du Comte de Frotté, votre "pays" des bocages normands qui vous attend depuis deux siècles dans cette pureté humaine que vous ne trouverez jamais en République parce que Frotté n'avait rien à gagner à sa résistance en mouchoirs blancs, sinon son honneur... N'ayez pas peur, sous le drapeau chouan de vos aïeux, vous ne risqueriez rien d'autre que d'appartenir désormais à une nostalgie d'avant garde... Allez... Cher Michel... Sautez le pas... Vous verrez... Après, cela ira mieux... Vous serez revenu chez les hommes anciens, ceux qui aime "l'homme seul" en sa conscience, et se méfient toujours des foules, qu'elles soient effrayées, paniquées ou en colère.

La foule est toujours un vent mauvais, un obscène appétit de guerre facile ou de capitulation ignoble à la première difficulté. Celui qui le sait mais lui cède néanmoins, est un malin.

Pas vous, Michel... Pas vous, Michel... Et nous en sommes heureux.

Des entrailles de la société consommantes sont sortis les monstres qui, même morts, terrorisent aujourd'hui une foule féminisée et désormais proche de l'évanouissement collectif...

Même mort, ils font encore chier !

Avec sept cadavres d'islamistes de plus, la France des républicains connaît un problème intime.

En effet, la République adopte chaque fois une attitude étrange par rapport aux dépouilles de ses citoyens qui ont commis des actes terroristes sur son propre sol.

Pour ce qui est des frères Kouachi, il n'y a pas eu de tergiversations car le gouvernement français savait à cause du précédent Merah que l'Algérie n'accepterait pas d'enterrer les terroristes français, fussent-ils d'origine algérienne, sur ses terres. Les Français ont tout de même essayé de fourguer le cadavre criblé de balles d'Amedy Coulibaly au Mali qui a opposé une fin de non-recevoir à la dernière minute.

En voulant se débarrasser de ces défunts encombrants, la France rejette la balle dans le camp de ces pays, les accusant implicitement d'être les pourvoyeurs de ces djihadistes qui ont pourtant été endoctrinés sur son sol après avoir grandi et évolué dans les banlieues françaises et fréquenté les écoles de la République. L'Hexagone veut ainsi mêler ces pays, dont l'Algérie, en se voilant la face, ne voulant pas reconnaître l'échec de sa politique d'intégration des émigrés dont les enfants de quatrième génération continuent à subir les contrecoups d'un confinement dans des ghettos insalubres. Aussi bien Chérif et Saïd Kouachi, qui ont été enterrés dans la plus grande discrétion respectivement à Gennevilliers, que Mohamed Merah qui avait, lui aussi, terrorisé les Français pen-

dant plusieurs jours avant d'être neutralisé, ont évolué dans un environnement favorable à leur récupération par la nébuleuse intégriste terroriste. La nature ayant horreur du vide, les trois jeunes hommes dont les seuls «faits d'armes» étaient de petits délits de délinquants se sont vu offrir une occasion en or pour avoir leur quart d'heure de gloire, eux qui étaient traités comme les pires déchets de l'humanité dans leurs cités déshumanisées. Il s'agit donc d'un problème franco-français. Le ministre algérien des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, avait jugé important, en marge de sa participation à la marche républicaine qui a eu lieu à Paris le 11 janvier dernier, de mettre les points sur les i. «Il est important de ne pas identifier les citoyens français par leurs origines», avait-il relevé sur les ondes de la chaîne française RFI. «Même quand on le fait de bonne foi, il s'agit souvent d'un premier pas vers des amalgames. Donc, il faut savoir raison garder et considérer que ces jeunes ont suivi un parcours psychologique comme tous les autres jeunes gens qui vivraient dans des conditions similaires dans la société française», avait-il signifié. Visiblement agacé par la tendance des médias français à identifier les terroristes par leurs origines, il a indiqué que «l'appartenance des parents ou grands-parents à l'Algérie n'a absolument pas à être invoquée». «Ces personnes-là n'ont pas été impliquées dans des activités terroristes en liaison avec le territoire algérien ou avec des groupes terroristes ayant opéré en Algérie dans



le passé. Et ces personnes-là n'ont pas visité l'Algérie, ne sont pas gérées par le consulat d'Algérie et n'ont donc pas de liens avec l'Algérie», avait-t-il soutenu.

Reprendre Jérusalem pour mettre tout le monde d'accord

Notre «Bienheureuse Décadence» ne peut qu'humblement saluer le temps qui irrémédiablement lui donne raison. Entourés que nous sommes de bons sentiments, se manifeste le jour de la violence et celle-ci était là bien avant l'heure.

Déclarer notre terre : Terre sauvage, c'était une de nos bienheureuses mesures qui était en cohérence avec la dislocation de l'Etat. « Terre sauvage », nous en voyons quelques petits signes avec les vagues de migrants qui viennent secouer avec des résultats plus que mitigés Paris en se faisant péter sans grande maîtrise du sujet, ce sont des sauvages, ils manquent d'une formation solide. Reste la dislocation de l'Etat, c'est bien là où dès maintenant il nous faut mettre le paquet sans craindre de se salir. L'heure de la libération sera celle du grand ménage : 600 000 élus républicains, près de 40 000 journalistes etc. : nous lançons un appel aux analphabètes de Daech, voilà les cibles, ne vous laissez pas distraire par des objectifs "petits-bras" alors peut-être on vous applaudira, pour l'heure c'est nul, zéro : se faire sauter dans une impasse déserte !

Dans un flot de merde véhiculé benoîtement nous n'avons cessé de voir les charognes complices.

A Paris des hommes sont morts, pour quoi ? Destiné ? Vocations ? Justice ?

Non et Oui !

Tout cela, c'est la merde qui s'est confronté à la merde, la bêtise à l'idiotie, une génération de publicitaires, d'artistes, de journalistes (que nous n'avons jamais nommé autrement que responsables) s'est confrontée à une autre génération

dopée à la PlayStation et vivant d'expédients. Nous n'avons aucun regret, aucun pleur, éventuellement l'amer plaisir du bon débarras, ce que nous inspire ce carnage n'est autre que le dégoût, l'écœurement, le même que nous aurions devant la projection d'un film pornographique... Non, non, notre tristesse est plus profonde et nos larmes viennent de bien plus loin, c'est à l'âme que désespérément nous adressons nos suppliques mais de l'âme au Bataclan d'un côté comme de l'autre, nous n'en avons pas trouvé, nous n'avons trouvé que de la chair sanglante qui aurait bien pu être celle d'un troupeau de cochons qu'on égorge, c'est dans cette absence que se trouve notre désespoir, dans ce vide que se perdent nos larmes, pour le reste notre oeil reste sec et notre regard glacial.

Que cent abrutis non choisis sur le volet malheureusement, au moment de *Kiss the Devil* trouvent sur leur chemin trois énergumènes raidis contre cette atroce idéologie des droit de l'homme, que ces énergumènes soient issues des banlieues fameux terrain des talents à venir, ne peut que nous faire sinistrement marquer. Dans ta gueule le boomerang : vieux ressorts du gag.

C'est même délicieux de voir les deux forces contraires à notre idée de nation se massacrer, qu'ils continuent !

Lorsqu'un homme sur son visage voit éclore un bouton purulent à la bonne heure il l'explose, c'est ce que vient de faire la France, d'un coup d'un seul, le pus et le point noir.

Ne comptez pas sur nous pour l'émotion, non ! Nous disons l partout, balle au centre et que

le meilleur gagne, continuez à vous battre, jetez vos forces dans la bataille, vous avez choisi le terrain le plus bas, le plus merdeux, celui de la politique et des bons sentiments, crevez avec : l'avenir sera plus radieux.

Aucuns des belligérants pour nous ne représentera jamais la France, ils sont des fruits pourris - bonnes vacances à eux dans les Mystères paradisiaques ou infernaux - nous voyons cela comme une bonne nouvelle : la nation se purge de ses éléments étrangers, hostiles, à ce rythme l'aurore attendue ne tardera pas à poindre.

En attendant voici une nouvelle mesure portant à XVI notre contribution charitable aux lende-mains qui chantent...

REPRENDRE LA TERRE SAINTE

Un minimum de sens historique laisse apparaître que depuis le replis de nos valeureux croisés, la décadence universelle s'étend. Comment Jérusalem peut-elle raisonnablement rester aux mains des apostats déicides juifs et des hérétiques mahométans : c'est un problème crucial ! Le Christ doit se retourner dans son saint suaire !

Nous espérons vaillamment que se lève à travers l'Europe une jeunesse éclairée et rude ; l'Allemagne avait fait cette tentative... maladroitement... non sur la méthode mais sur l'objectif, prier sous des chênes et courir nus dans les prés, n'importe quoi ! Il fallait reprendre Jérusalem plutôt que de s'allier aux sionistes. C'est la condition de notre résurrection en tant que peuple : la Croisade.

Cellule Bienheureuse décadence

La chance manquée d'...

Quand «Jeune Nation» avait raison !

Il faut savoir partager le territoire que l'on détient de droit avant de le perdre entièrement... C'était la philosophie des hommes qui prônèrent, en Algérie Française, la partition avec les arabes, partition d'ailleurs imaginée dès 1863 par le plan de «Royaume arabe» de Napoléon III.

Ainsi, le 18 juin 1957, Raymond Aron évoque l'idée d'une partition de l'Algérie dans sa brochure « la tragédie algérienne » : «Partage du territoire algérien en deux zones, l'une dans la région côtière entre Alger et Oran, où seraient regroupés les Français d'Algérie, et qui resterait de souveraineté entièrement française ; l'autre qui, sur le reste du territoire algérien, formerait une république algérienne indépendante, où les Français ne pourraient se maintenir qu'à titre d'étrangers... »

Le 12 novembre 1960, se réunit à l'Élysée un Conseil secret de la guerre d'Algérie : Michel Debré, premier ministre, Roger Frey, ministre délégué, Jacques Foccart, secrétaire général de la Communauté, Pierre Lefranc, chargé de mission à la Présidence de la République, Paul Jérôme, importateur de cacao (Cameroun) et ancien secrétaire général de l'Amicale des Anciens des Services Spéciaux de la Défense Nationale (accessoirement ami de Jacques Foccart), René Legros, banquier et capitaine de réserve, qui a rendu de nombreux services au parti gaulliste : l'idée d'une sécession de l'Algérie (sous direction « européenne ») est évoquée.

En février 1961, l'hypothèse de la partition du pays (modalités étudiées par Peyrefitte) est publiée dans un article du Monde.

Le 30 août 1961, au ministre des Finances Valéry Giscard d'Estaing, qui plaide lui aussi en faveur du partage, de Gaulle lui répond qu'il s'agit là d'une « *Solution impraticable : les Européens ne sont pas implantés en Algérie de manière telle qu'ils puissent se charger d'une infinité de besoins, qu'il s'agisse des travaux de la terre ou du ressemelage de leurs souliers. Inversement, les Musulmans ont besoin de maîtres d'école français. Ce ne serait possible que si les populations étaient équivalentes, ne serait-ce que par leurs occupations.* » De Gaulle est un idiot...

Le général ne faisait que reprendre les arguments de 1957 de Raymond Aron : «*Les Français d'Algérie occupent dans leur majorité des professions de cadres. Ils seraient incapables de se suffire à eux seuls dans le territoire qui leur serait réservé...* »

On peut lire dans une lettre de prison du général Salan : «*J'avais pensé avant lui (lan Smith premier ministre en avril 1964 de la Rhodésie qui devient indépendante en novembre 1965) faire un système approchant dans l'Algérie française, mais je n'ai pas trouvé les éléments nécessaires, et les Arabes ont gagné...* »

L'idée d'un partage du territoire algérien n'est pas nouvelle. À diverses reprises, aux heures en général où la solution du problème algérien paraissait le plus éloignée, des propositions ont été formulées en vue de diviser en plusieurs parties ce pays déchiré par une

lutte où beaucoup ne voulaient voir, avant tout, qu'un conflit de races.

Le général Jacquot, dit-on, introduisit plusieurs suggestions dans ce sens à la suite d'un rapport d'intérêt militaire préparé à l'intention de M. Edgar Faure en janvier 1956. Aussi bien ces considérations « politiques » apparaissaient-elles comme la suite logique des conclusions « militaires » présentées par l'auteur du rapport

D'ailleurs, Michel Debré, au cours d'un ultime voyage en Algérie, précisa même cette éventualité que le général de Gaulle n'avait fait qu'évoquer dans sa déclaration du 16 septembre. Parlant du choix des Algériens pour une solution de sécession, le président de la République avait dit : « *Il va de soi que dans cette hypothèse ceux des Algériens de toutes origines qui voudraient rester Français le resteraient de toute façon et que la France réaliserait, si cela était nécessaire, leur regroupement et leur établissement.* »

Le 12 avril le premier ministre précisait : « *Il n'y a pas, il n'y aura pas d'abandon. Dans l'hypothèse incroyable, désastreuse, où une majorité en Algérie se déterminerait pour une sécession, que se passerait-il ?... On n'enlèvera pas aux Algériens qui veulent vivre librement en Français, qui veulent demeurer citoyens français, ni la possibilité de vivre Français, ni la qualité d'être citoyens français en Algérie. La sécession, en vérité, c'est le partage. Les principes les plus sacrés ne permettent pas qu'il en soit autrement.* »

Aussi, le 19 novembre 1961, Charles de Gaulle reçoit Alain Peyrefitte à l'Élysée au sujet de son plan de partition de l'Algérie rédigé depuis le mois d'août 1961. Alain Peyrefitte énumère les 4 points de son plan :

1. On regroupe entre Alger et Oran tous les Français de souche, avec tous les musulmans qui se sont engagés à nos côtés et veulent rester avec nous.
2. On transfère dans le reste de l'Algérie tous les musulmans qui préfèrent vivre dans une Algérie dirigée par le FLN.
3. On garde un libre accès au Sahara, qui doit devenir un territoire autonome par rapport aux deux premiers.
4. Tout le reste est négociable. On pourra partager Alger, comme Berlin ou Jérusalem : la Casbah d'un côté, Bab-el-Oued de l'autre, une ligne de démarcation au milieu.

De Gaulle n'est pas enthousiaste mais estime après mûre réflexion que la partition sera la moins mauvaise des solutions en cas de rupture avec le FLN. Quelques semaines plus tard, il a pris sa décision :

1 : Tous les partisans de l'Algérie française (dont les musulmans qui deviendront des citoyens à part entière) seront regroupés de force sur le territoire entre le Maroc et Alger, qui restera français avec presque tout le Sahara. Dans cette zone, la population locale jugée non favorable à la France sera déplacée de force à l'Est d'Alger.

2 : Alger, ses environs et toute la côte est du pays (sur environ 300km de profondeur) deviendront un état indépendant avec Alger comme capitale. Tout sera mis en œuvre pour que ce nouvel état soit le moins hostile possible vis-à-vis de la France, ou du moins dans l'impossibilité de constituer une grave menace.

De Gaulle ordonne que le plan soit préparé en détail dans le plus grand secret puis déclenché par surprise début 1962.

Comprenant que la partition peut être une solution satisfaisante, des responsables na-

tionalistes de l'OAS souhaitent alors négocier avec de Gaulle les modalités de la partition de l'Algérie, mais l'état-major de l'OAS refuse et fait exécuter deux chefs partitionnistes ; ce qui mettra malheureusement fin au débat idéologique au sein de l'organisation.

Pendant ce temps, les tensions entre l'état-major de l'OAS Alger et le FN (Front Nationaliste), déjà vives depuis l'été 1961, se sont accrues au tournant de 1961-1962 à cause de contacts noués entre d'un côté Matignon et de l'autre Michel Leroy, son adjoint René Villard (responsable civil de France-Résurrection) et Jean Sarradet, étudiant dirigeant des « commandos Z ».

Il était question, dans le prolongement de des propositions formulées par Alain Peyrefitte, de cette fameuse partition de l'Algérie. En fait, selon Jean Morin, « *courant janvier 1962 mon ami et collaborateur Petitbon a été "approché" par les trois hommes. Ils lui ont fait "une proposition surprenante : création d'une "zone appelée à devenir une République contrôlée par les Européens."* »

La contrepartie était, selon Morin, claire et nette : « *Ils s'engageaient ni plus ni moins à nous livrer tout l'état-major de l'OAS au grand complet.* »

Les réactions du pouvoir ont été négatives : si Petitbon a été « séduit », Morin se décrit comme « réservé », position partagée par le franc-maçon Joxe.

Pour l'état-major de l'OAS et d'abord pour Salan, qui a toujours fait de l'unité de l'Algérie un dogme, une proposition de partition est tout simplement inconcevable. Une enquête est donc menée à l'intérieur de l'organisation sur les contacts noués entre les dirigeants du FN et les milieux gouvernementaux (Michel Leroy aurait rencontré Constantin Melnik, du cabinet de Debré, au Palais d'été) jugés par principe inacceptables et de toute façon hors des compétences de Michel Leroy. Son avenir à l'intérieur de l'organisation est donc ouvertement posé au début de 1962. Jean Ferrandi résume ainsi (3 janvier 1962) l'état d'esprit de l'état-major OAS : « *L'affaire du "Front nationaliste" n'a cessé de revenir périodiquement sur le tapis.* »

Un message du capitaine Le Pivain (commandant du secteur de Maison-Carrée) du 9 janvier 1962 adressé notamment à Jean Gardes, supérieur de Michel Leroy, a mis en lumière l'existence de ces contacts. Gardes réagit vivement en adressant un courrier de mise au point à Salan pour s'exonérer de toute responsabilité et les désapprouver : « *En ce qui me concerne, je n'ai pas eu depuis fin avril, ni du reste antérieurement, le moindre contact avec quelque personne que ce soit touchant les milieux politiques gouvernementaux, de près ou de loin.* »

Gardes, apeuré, indique par conséquent à Salan qu'il serait « *heureux de connaître s'il y a quelque chose d'exact dans les contacts pris avec des gens téléguidés par le cabinet Debré (ou toute autre autorité du régime)* » par des membres de l'état-major de l'OAS.

(Suite page suivante)

une Algérie partagée

Le même jour (11 janvier), un nouveau message de Gardes met en cause le FN et propose des solutions. Gardes se plaint de n'avoir "reçu aucun compte rendu précis, réclamé explicitement à tous les responsables intéressés, depuis les décisions prises concernant l'intégration totale du FN à l'OAS, les commandos Z aux autres VOP et l'élimination des éléments FN qui auraient refusé de se soumettre à ces décisions". En réunion, Le Pivain aurait donné "l'assurance verbale que le problème était résolu ou en voie de résolution".

Face aux messages du général Gardes, Le Pivain fait dès le lendemain une mise au point car il a "l'impression de m'être mal fait comprendre au sujet du FN". Il confirme d'abord "que l'intégration des éléments du FN au sein des commandos (...) s'est poursuivie (...) sans rencontrer, jusqu'ici, de difficulté majeure".

Le problème selon Le Pivain "vient de ses chefs et notamment de Lisette" dont il ne partage ni les "prétentions" ni les "projets". En conséquence, il considère que "le problème doit être traité de façon radicale et définitive en ce qui concerne Lisette par l'échelon supérieur" (la liquidation physique de Michel Leroy est ouvertement suggérée) et lui demande donc de transmettre ce courrier à Salan. C'est chose faite par Gardes et dès le 13 Ferrandi se voit chargé par le "Mandarin" de préparer "des instructions fermes" (l'instruction n° 20 qui condamne les activités du FN). Le texte de Salan est sans appel puisqu'il considère que la démarche des dirigeants du FN (nommément cités) "relève de la plus haute trahison", "trahison à l'égard de nous-mêmes puisque nous avons toujours posé comme principe de base la défense de l'intégrité du territoire" et "à l'égard de la population d'Algérie (...) où il ne peut être question de partition", cette "idée" impliquant "celle de scission entre les communautés" et "de là à la ségrégation il n'y a qu'un pas". Salan était un idiot.

Dans cette perspective, Salan propose «deux solutions : se soumettre, ou se démettre». Et le général d'ajouter : "Je prendrai les mesures spectaculaires qui s'imposent." Cinq jours plus tard, une réunion du "soviet des capitaines" (Le Pivain, Branca, Achard, Montagnon, Picot d'Assignies), en accord avec Degudre, décide la liquidation de Michel Leroy et de René Villard. Salan en est directement informé par Susini. Le 19 janvier, c'est Philippe Le Pivain, en personne, qui élimine Michel Leroy.

Le corps de René Villard est retrouvé le 20 dans les dunes de Fort-de-l'Eau.

L'affaire Leroy-Villard secouera longtemps les milieux «nationalistes», en Algérie et en métropole, et n'a d'ailleurs depuis cessé de donner prise à une polémique. Les amis de Jeune Nation de Michel Leroy ont vivement dénoncé cette exécution et mis en cause Jean-Jacques

Susini, nationaliste estampillé de l'état-major. Dès l'époque, cependant, des milieux droitiers autres que Jeune Nation ont durement dénoncé l'exécution de Leroy et de Villard y voyant, à l'instar de Gilles Mermoz, une "purge d'une rigueur toute stalinienne" ayant affecté de "purs idéalistes" réputés avoir au surplus proposé aux militants de l'OAS un "objectif réaliste, douloureux, mais accordé à leurs possibilités".

Des années plus tard, la polémique n'est pas retombée. Dominique Venner, très lié à Leroy qu'il connaissait depuis 1954 (demi-brigade de chasseurs, 4e BCP, militantisme à Jeune Nation), est revenu sur ce qu'il appelle une "purge fratricide" pour souligner que "si l'OAS avait à sa tête des hommes capables, par aveuglement, jalousie ou divergences politiques, de faire abattre leurs meilleurs camarades de combat, l'organisation était condamnée". Pierre Sidos est encore plus précis dans ses accusations et met en cause Jean-Jacques Susini, qualifié de "faux combattant", auquel il impute "la dérive de l'OAS et son échec" ainsi que l'assassinat de Michel Leroy.

Sur un autre plan, Jacques Villard n'a cessé de défendre la mémoire de son père en animant, après son grand-père, Arsène, une association, la Société des amis de René Villard, lancée dès 1962 et qui a eu comme premiers présidents de son comité d'honneur des royalistes tels que le marquis de Brousse de Montpeyroux, fondateur de France Résurrection puis le comte de Charbonnières.

Parmi les partisans de la partition, figurait également Jean-Georges Sarradet (alias Durif puis Jacques Garcia), étudiant en Sciences politiques à Alger, membre actif du Front nationaliste pendant la guerre d'Algérie. Appartenant à l'Association générale des Elèves des lycées et collèges d'Algérie (Agelca), créée par Jacques Roseau en décembre 1957, il rejoint l'Organisation armée secrète (OAS), devient agent de liaison du lieutenant Pierre Delhomme responsable des Commandos Z (zonaux), puis adjoint du colonel Roland Vaudrey responsable OAS de la zone «Alger-Sahel» (TZ 109).

Proche de Sarradet (chef des commandos Z), de Villard, de Leroy et aussi des capitaines de l'OAS, Pierre Delhomme sera lui aussi marqué par les querelles intestines de l'organisation clandestine et par l'exécution de Leroy et de Villard. A la fin de mars 1962, il participe à la tentative de création d'un maquis dans l'Ouarsenis, tentative qui se solde par un échec en raison des attaques conjuguées d'éléments du FLN, de l'armée et de l'aviation française. Pierre Delhomme est capturé, transféré à la prison d'Hussein Dey, puis transféré à Paris à la maison d'arrêt de la Santé. A son procès, récusant ses juges, il est condamné trois fois : à trois ans, à vingt ans, puis à la réclusion criminelle à perpétuité en septembre 1963. En prison, il retrouve la foi

qui le guidera tout le reste de sa vie

On comptait aussi Jean-Marcel Zagamé, étudiant en médecine, chef des Commandos Z à ALGER c'est son commando qui, entre-autres exploits, avait fait l'attaque du tunnel des Facultés à Alger contre les Gardes Mobiles.

Gaby Anglade, Joseph Rizza, Paulo Mancilla, Paulo Nocetti, Jean Pierre Ramos, Jacques Bixio sont les autres animateurs des Commando Z «partitionnistes»

Rapatré en France, diplômé de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, Jean-Marcel Zagamé finira par prendre un poste de direction chez Servier au moment du naufrage médiatique de celui-ci..

Leroy le sacrifié de la partition

Michel Leroy, royaliste, avait d'abord servi à la demi-brigade de chasseurs basée à Rastadt, puis en Algérie au 4ème BCP.

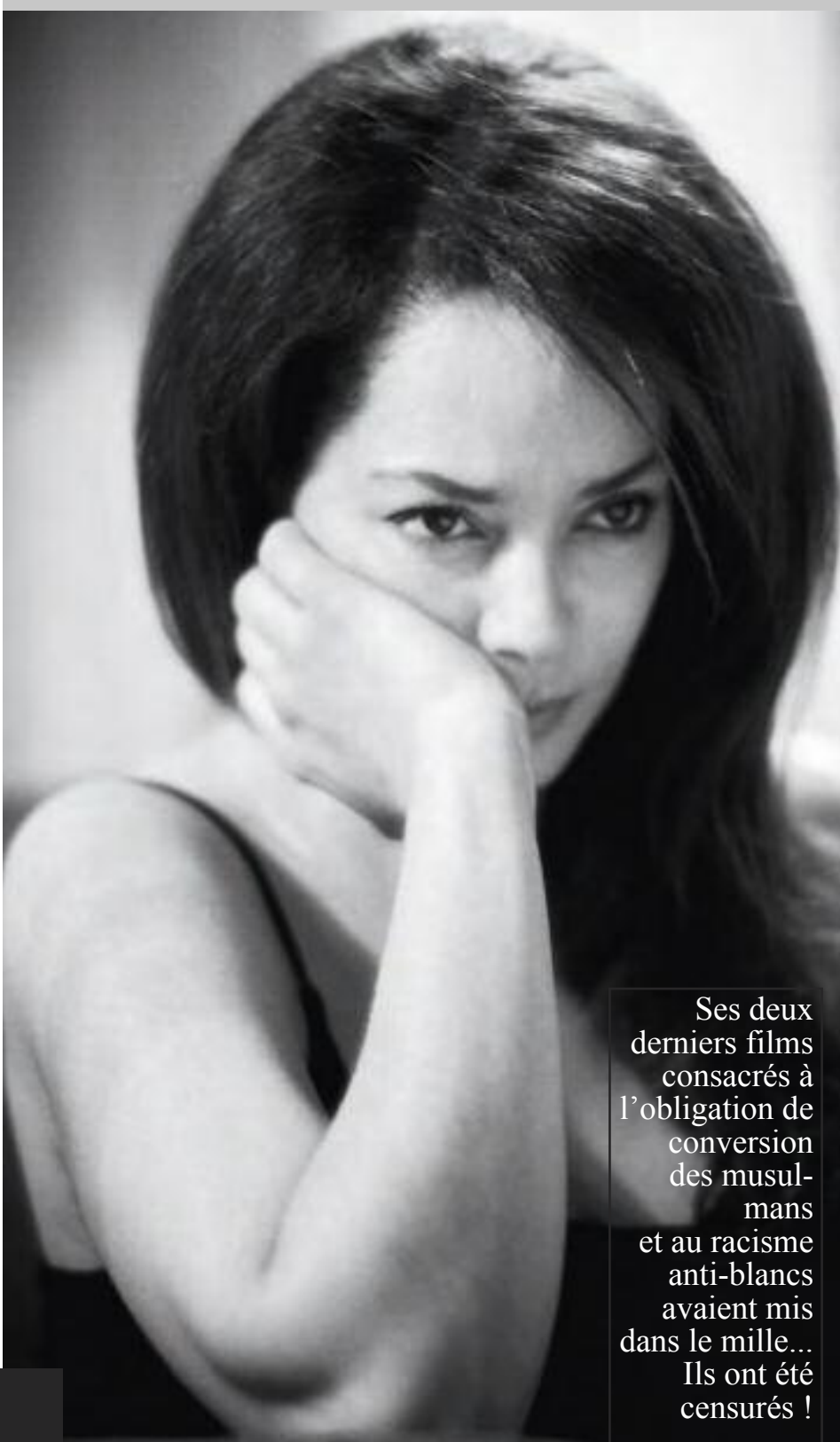
Dans "Le Cœur Rebelle" (Editions Les Belles Lettres) Dominique Venner a su brosser un tableau ardent de cette époque, évoquant avec amitié et respect cet homme d'exception. Certains se souviendront peut-être des réunions que ce dernier tenait du côté du parc de Galland ou rue Charles Péguy, dans l'immeuble du "Coq Hardi" (ce cabinet d'assurances qui servit de base aux militants pendant la semaine des barricades). Là, se modelaient les âmes qui s'opposeraient vaillamment à la stupide et lâche politique fomentée par Paris.

Quand sonna l'heure de la grande bataille, Michel Leroy regroupa ceux de Jeune Nation, la fédération des étudiants nationalistes et les réseaux de France-Résurrection animés par Roger Villard pour engager le duel contre l'esprit retors qui dirigeait alors la cinquième république. Jusqu'au bout, Michel Leroy, tenta d'alerter l'Etat-Major de l'OAS sur les faiblesses fatales à toute organisation de combat qui manque d'une ossature idéologique forte. Jamais L'Organisation secrète ne fut capable de définir une vision cohérente, une stratégie véritablement révolutionnaire conduisant à la prise du pouvoir et cela contribua à sa perte. A ces défaillances mortelles s'ajouta une querelle de chefs bien inopportune et particulièrement sordide.

En janvier 1962, une purge sanglante frappa Leroy et Villard, précipitant le naufrage général. Ainsi que l'écrit Dominique Venner : "être tué par les siens dans les déchirements de la guerre civile, on ne peut imaginer mort plus tragique. Il l'affronta, je le sais, sans peur, sans prière ni espoir."

Selon Cheyenne-Marie Carron, il n'existe plus d'autre solution possible que la séparation avec les amateurs de Charia et la conversion chrétienne d'une grande partie du reste...

Cheyenne-Marie Carron, icône et cinéaste royaliste



Ses deux derniers films consacrés à l'obligation de conversion des musulmans et au racisme anti-blancs avaient mis dans le mille... Ils ont été censurés !

Sujets difficiles, dialogues soignés, rythmes et jeux émotionnels parfaitement maîtrisés, la huitième œuvre de Cheyenne-Marie Carron arrive en salle : «Patries», ou le racisme anti-blancs. Elle signe une chef d'œuvre.

Cheyenne-Marie Carron présente donc «Patries», un film audacieux sur un sujet tabou en France : le racisme anti-blanc. Sujet brûlant caché par les médias de propagande, la scénariste-réalisatrice en dévoile les réalités vécues, en dissèque les ressorts culturels et psychologiques, sans pudeur ni parti-pris. Son film construit tout à la fois une histoire, une réflexion, une image et un style narratif, qui nous plonge dans la désespérance et les espoirs de personnages déracinés et ô combien humains. Comme ce film nous ressemble !

Comment Cheyenne-Marie Carron a-t-elle pu réussir un tel monument du cinéma d'auteur avec un budget aussi ridicule, à peine le prix d'une minute de clip publicitaire ? Pourtant, Cheyenne-Marie Carron cisèle ce bijou d'orfèvre rare. Comment est-ce possible ? Si mal chaussée et si bien arrivée, Il y a là, la marque indicible du génie.

Ni matraquage publicitaire, ni esbroufe ou faux scandale, rien de ce que fait Cheyenne-Marie Carron ne ressemble à notre société consumériste et compulsive. A 39 ans et venue de son Ardèche adoptive, sa cinégraphie est déjà impressionnante avec deux courts et cinq longs métrages à son actif de réalisatrice talentueuse.

Les films de Cheyenne-Marie Carron gagnent lentement mais sûrement la notoriété qu'ils méritent, rencontrent assurément la sympathie de leur public, pourquoi ? Parce que le cœur de Cheyenne anime chacun de ses plans, parce que l'âme de Cheyenne imprègne les visages de ses acteurs, comme autant de miroirs cristallins fidèles à l'inspiration de la réalisatrice.

Le film «L'Apôtre», avait certes mis à l'épreuve la sacro-sainte liberté d'expression à la française, pas si libre que cela en définitive si on se souvient des interdictions de la projection, notamment à Nantes. Au fond, «L'apôtre» avait été un juste révélateur de la dictature de la pensée unique sous le régime de laquelle les Français vivent aujourd'hui, avec la peur au ventre, peur permanente de la délation ou de la sanction, médiatique ou judiciaire.

Mais n'est-ce pas précisément cela un film d'auteur ? Un film qui nous révèle qui nous sommes ; un film qui nous fait prendre conscience des non-dits de notre lâcheté collective ; un film qui nous permet de nous grandir en humanité, dans notre France bigarrée, telle qu'elle est aujourd'hui ?

Son nouveau film «Patries», c'est tout cela à la fois : une histoire, une analyse, un révélateur, un acte courageux de création artistique au service du bien commun dans une pauvreté de moyens presque insoutenable : une œuvre singulière et magnifique.

Philippe Lesage

Cheyenne Carron est née le 22 mai 1976 à Valence (Drôme). De celle qui l'a mise au monde, maltraitée puis abandonnée, elle a peu de souvenirs, si ce n'est celui, toujours précis, de la peur qu'elle lui inspire jusqu'à sursauter encore à la moindre porte qui claque. En revanche, de sa mère adoptive de celle qui l'a recueillie, élevée, elle peut dire des heures l'amour inconditionnel.

Née de parents biologiques kabyles, elle est abandonnée à l'âge de trois mois, sans procédure. Cheyenne débarque ainsi chez les Carron, où vit déjà sa sœur aînée, âgée de 2 ans. Il est maçon savoyard, elle est institutrice ardéchoise. Cathos humanistes de gauche, ils habitent un village de la Drôme, et veulent une grande famille, où grandiront deux enfants «accueillis», deux enfants biologiques et un enfant guatémaltèque adopté. Kermesses, vacances au camping et tablées du dimanche se succéderont dans un pays de Cocagne : la Drôme.

Sa grand-mère paysanne mettait des galets chauffés dans son lit, son oncle était membre d'une troupe folklorique.

Parfois, rarement, son «géniteur» vient chez les Carron. Il apporte des gâteaux au miel, il ne dit rien. Cheyenne et sa sœur se cachent sous leurs lits. «Qu'est-ce que cet homme fait là, est-ce qu'il veut nous enlever ?» Passé l'âge de six ans, il ne vient plus. Elles le croiseront une dernière fois : il faisait la manche !

La mère de Cheyenne-Marie enseignait le catéchisme, et la famille se rendait à la messe tous les dimanches. «*Enfant, j'ai vu l'esprit catholique dans ses actes, son rapport au monde, son rapport à moi. Cette faculté de demander pardon. Ma mère est une sainte anonyme, et j'ai beaucoup de chance d'avoir été élevée par elle. Enfant, aller à l'église m'ennuyait. Surtout que je n'étais pas baptisée, car mes parents n'en avaient pas le droit comme famille d'accueil. Alors lorsque ma famille allait communier, moi je restais sur le «banc de touche».* Mais mon frère Emmanuel partageait parfois son hostie en cachette avec moi...» Confiera plus tard Cheyenne-Marie.

À 16 ans, la Direction départementale des Affaires sanitaires et sociales (DDASS) retire Cheyenne-Marie de sa famille et la place dans un foyer. Arrachement !

La jeune fille devient rebelle et négocie pour obtenir un studio afin de fuir tous les cas sociaux du foyer. Une fois installée, elle loue des VHS dans un vidéo club. Elle visionne jusqu'à six films par jour, uniquement du cinéma classique français.

À 18 ans, l'estée d'un CAP de secrétariat et de milliers d'heures passées à regarder des films en VHS avec son père (Rohmer, Pialat en tête), elle décrète qu'elle sera cinéaste. S'installe à Paris. Sa grâce physique est sa première arme : elle décroche une campagne pour la lingerie Wolford, puis d'autres jobs de mannequin, qui payent sa chambre de bonne. Ses journées se passent à appeler des dizaines de réalisateurs, boîtes de production pour glaner des conseils. Plus tard, pour les besoins d'un reportage, le producteur George Hoffmann se souviendra du premier coup de fil de Cheyenne-Marie : «*Ton très décidé, naïf, voix juvénile. Je lui dis : "Laissez tomber", elle continue à poser des questions. Elle ne savait rien. Mais elle avait le feu sacré. Le cinéma, pour elle, c'était une pulsion vitale.*»

Le cinéma, Cheyenne-Marie l'a appris toute



«*Moi, mes codes, c'est la France, c'est mon Eglise et la monarchie...*»

Cheyenne-Marie Carron

(dans un entretien accordé à Minute)

seule en regardant beaucoup de films, et en réalisant des films. Elle n'a été l'assistante de personne, elle ne s'est rendue sur aucun autre plateau de cinéma que les siens.

À ses 20 ans exactement, les Carron ont enfin pu adopter Cheyenne et sa sœur. Elle en a profité pour changer de prénom, choisissant le sien en lien avec son petit frère Esteban, Indien du Guatemala. Son père et sa mère, à qui elle en a tant fait «baver», testant sans cesse la réalité de leur amour, sont fiers de son «parcours». Aujourd'hui, elle dit qu'après avoir été beaucoup «autocentrée» elle aimerait se tourner «vers les autres». Un amour, elle qui a surtout connu les amants. Un baptême, elle qui va à la messe en famille depuis toujours. Et des enfants. «Sans doute adoptés, dit-elle sans effets, comme une évidence. Pour moi, c'est beaucoup plus naturel.»

Un producteur s'engagera sur son premier long métrage, «*Ecorchés*», qui révéla Mélanie Thierry. Mais Cheyenne ne supportera pas les concessions imposées. Elle décide que, désormais, elle fera tout, toute seule. S'y tient pour *Extase*, cérémonie érotico-religieuse barrée. Et pour *Ne nous soumet pas à la tentation*, joli thriller psychologique.

Pour son cinéma, Cheyenne-Marie fabrique les décors, démarche les cinémas, édite les DVD et trouve des «petits investisseurs», qu'elle rembourse parfois. La Fille publique fut ainsi bricolée avec 45 000 euros, et son dernier film «patries» avec 70.000 euros. Ainsi, Regarder le générique d'un film de Cheyenne Carron constitue une expérience inédite, puisque la jeune femme est à la fois scénariste, réalisatrice, productrice, costumière, directrice de casting, distributrice.

Naturellement, dans ces conditions et compte tenu de ses déclarations à la gloire de sa famille catholique, le système (pour elle, le Centre National du Cinéma, Régions) prendra bien garde d'aider à la production de ses films. Alors, un jour Cheyenne lu un numéro du magazine Challenges qui recensait les 100 plus grandes fortunes de France. Elle écrit une courte lettre aux 10 premiers de la liste en joignant à son courrier le DVD de *La Fille publique*. Trois mois plus tard, grâce à l'un d'entre eux, Cheyenne obtenait un petit budget pour faire le film suivant...

Cheyenne a «combattu» pour être adoptée par les Carron, démarche compliquée, ses parents

biologiques l'ayant seulement confiée à l'Aide sociale à l'enfance. Le statut de pupille de l'Etat, obtenu à 11 ans, marque une première étape. Le retour de sa génitrice lui fait l'effet d'un insupportable retour en arrière. L'adolescente explose : fugues, drogue, vols, placement en foyer. «La violence que cette femme a eue vis-à-vis de moi, elle me l'a transmise. Toute ma vie est de m'en débarrasser.» Si elle dit aujourd'hui lui avoir «pardonné», c'est d'abord pour se «protéger» : «Ta violence, tu ne me la transmets plus. Je ne l'ai plus, même pas contre toi.»

Dans le village d'enfance de Cheyenne-Marie, la sœur du prêtre fut tuée. Le meurtrier était un jeune musulman, fils des voisins du prêtre. Lorsque le jeune a été arrêté, le prêtre a dit : «*Je reste vivre auprès des parents, dont le fils a tué ma sœur, car ma présence les aide à vivre.*» La main tendue de ce prêtre, son geste de sublime de beauté, bouleverse Cheyenne-Marie au point que, bien des années plus tard, l'anecdote la décidera à écrire le scénario de *L'Apôtre*, son film censuré, son film interdit par la frouse générale au pays vantard du «même pas peur»... Le film réalisé en mémoire d'un curé de campagne à la Bernanos, Cheyenne-Marie le dédie à sa sœur Madeleine.

Sous la conduite du père Olivier-Marie de Prémèsnil, du diocèse de Valence, mais aussi de l'équipe d'accompagnants, tous des amis catholiques de ses parents, Cheyenne sera enfin baptisée sous le prénom Cheyenne-Marie à Pâques 2014.

De son identité fracturée et difficile, Cheyenne-Marie ne se lamente pas. Elle a choisi une fois pour toute. «*Je ne viens pas d'une famille kabyle. Je viens d'une famille savoyarde et ardéchoise. Et ma culture, c'est la Savoie, l'Ardèche et la Drôme. La Kabylie, je ne connais pas. C'est la grande difficulté des enfants abandonnés. On les ramène souvent à des choses qu'ils ignorent. Je suis née sur le sol français, j'ai été abandonnée à l'âge de trois mois. J'ai grandi dans une famille d'accueil française. De kabyle, je n'ai qu'une plastique et pas trop envie qu'on parle de mon physique. En revanche, je suis catholique depuis toujours. Je suis allée à la messe toute mon enfance et mon adolescence et je me suis toujours sentie aimée de Dieu. Seulement, mes parents n'avaient pas le droit de me faire baptiser, parce qu'ils n'étaient pas mes tuteurs légaux.*»

Notre projet de partition avec les islamistes...

Désolé, messieurs les républicains, nous n'avons rien contre les islamistes sur le fond... L'idée d'un islam des origines ne nous choque pas... Nous considérons, en revanche, que l'Islam doit alors se vivre ailleurs que chez nous et que, s'il doit se vivre quand même chez nous, qu'il se vive alors dans des zones réservées...

L'idée de partition d'un territoire disputé par une guerre civile féroce ou seulement par deux peuples tombés au moins d'accord sur leur impossibilité de vivre plus longtemps ensemble, n'est d'ailleurs pas neuve.

On peut même dire qu'elle pourrait être la solution dans la plupart des conflits violents. Plutôt que le principe d'intangibilité des frontières qui oblige à vivre dans le même chaudron des population «ennemies» ou trop différentes pour qu'elles ne deviennent pas inévitablement hostiles, le partitionnisme fait évidemment figure de sage solution... ou devrait le faire si nous n'étions pas désormais livrés à des psychopathes de guerre qui ont assimilé la

guerre, dans nos démocraties, à l'apparence de virilité nécessaire pour se faire réélire.

Jadis, la partition fut appliquée au Vietnam, en Corée, à l'Allemagne, mais aussi dans l'Empire des Indes en 1947. Auparavant, elle avait été appliquée par des cantons suisses partagés en demis canton, l'un protestant, l'autre catholique... L'URSS a organisé sa partition... En Ukraine, la partition s'impose... En Afrique noire, la partition à base ethnique réglerait la plupart des problèmes... En Bolivie entre Chaco et pâyus Quéchua, la partition est rêvée... Dans chaque pays du monde, la partition ou la séparation, comme au Québec, est souvent envisagée comme un soulagement...

En revanche, le partitionnisme ne compte réellement que trois ennemis de taille : la république Française, la Chine, et les USA, puissance née du refus de la sécession sudiste. Cette complicité objective explique à elle seule la force du pacte qui lie «la communauté internationale».

Partitionner, partout, serait donc abattre le monde gelé qu'ils ont construit.

«Aujourd'hui, ces gens qui cherchent leurs repères dans la charia, nous faisons tous comme s'ils n'existaient pas et cela les humilie. Cela ne peut qu'aggraver les problèmes relationnels.»

Cheyenne-Marie Carron

«Celui qui a envie de la charia ne doit pas être montré du doigt ou stigmatisé, on doit juste l'inviter à aller là où il pourra s'épanouir.»

Cheyenne-Marie Carron

«Je suis heureuse qu'existe encore l'islam des origines. Certes je ne pourrais pas y vivre en tant que femme, libre et catholique. Mais quelque chose au fond de moi me fait dire : c'est bien que cela existe quelque part. Je ne suis pas pour l'universalisme si cela signifie la destruction des différences. Et cela même si certaines différences nous paraissent, à nous Européens, barbares ou d'un autre âge.»

Cheyenne-Marie Carron

Vivre ensemble... mais chacun chez soi !

Les jeunes nationalistes inutiles ont tort de le rêver : on ne foutra jamais les bougnoules dehors ! Et point parce que ce ne serait pas militairement possible mais parce que nous n'en aurons jamais vraiment le cœur... ni l'envie réelle... Tout simplement parce que cela ne nous ressemble pas, cela ne colle pas avec notre caractère national ni même avec notre catholicisme...

Bien sûr, il y a des nazis païens que ce constat va choquer, mais que pésent-ils ? Combien sont-ils ? Dans une extrême-droite où tout le monde se connaît, nous savons qu'ils ne sont pas un millier...

En revanche, nous savons tous que les Français qui en ont plein le dos sont des dizaines de millions. Ils sont même majoritaires. Pour autant, ils ne veulent naturellement pas un bain de sang, ni une Saint Barthélémy des bougnoules... Ils veulent cependant ne plus vivre avec eux, ne plus les voir, ne plus les croiser, ne plus les redouter.

Ce souhait-là, contrairement à la grande épuratonethnique fantasmée, est parfaitement possible. Les zones où les musulmans/migrants de toutes sortes sont déjà majoritaires ne sont pas difficiles à identifier. Il suffirait seulement que leurs habitants n'en sortent plus ou qu'ils n'en sortent plus sans montrer leurs bonnes intentions, et leurs bonnes manières...

Naturellement, tous les musulmans-migrants (français ou pas) qui se sont déjà totalement assimilés à notre culture et à notre langue ainsi qu'à nos comportements sociaux, resteraient parmi nous, dans notre entre-soi.

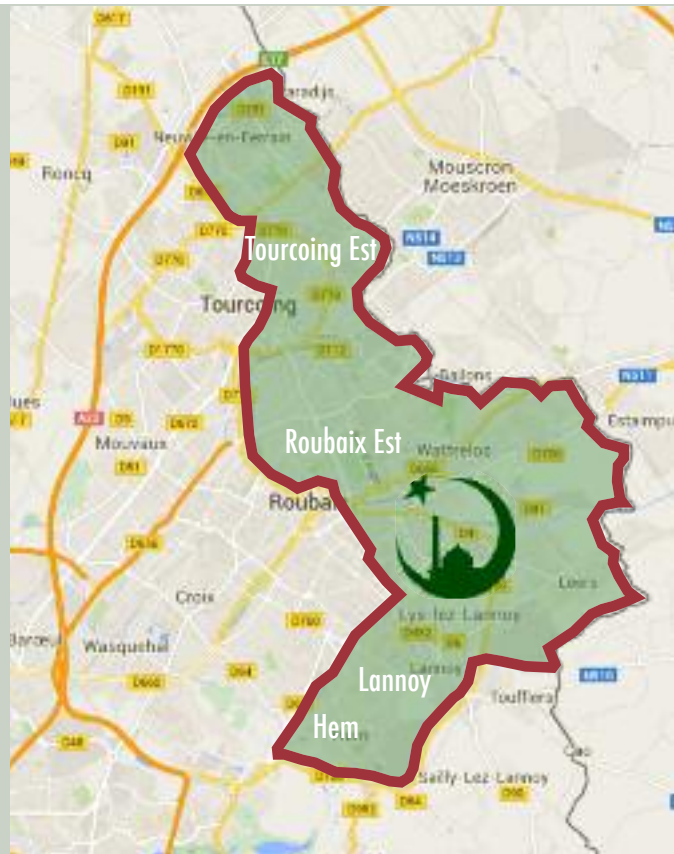
Nous n'aurions plus qu'à espérer qu'ils se convertissent... pour en finir avec le problème qu'ils nous posent quand même. Car contrairement aux racialisés, nous considérons qu'un bougnoule ou un subsaharien qui se convertit sincèrement n'est plus un ennemi, mais plutôt meilleur que la plupart d'entre nous !

Pour ceux que la perspective de conversion déçoit, pour ceux qui veulent continuer à

vivre selon les lois du sauvage «vivre ensemble» actuel en espérant encore nous faire chier tous les jours avec des brouilles, il resterait la possibilité très légitime de vivre selon leur foi dans des zones qui gagneraient certainement à se faire enfin administrer par un gouvernement ouvertement islamique et tellement mieux admis par la «population diverse», que ne le sont aujourd'hui nos préfets, agents de la paix, brigadiers de la BAC, pompiers berrichons ou postiers gersois...

Nous pouvons abandonner à l'Islam des territoires déjà démographiquement perdus et déjà ravagés par un urbanisme sauvage. Il ne sert à rien de se braquer sur l'intangibilité des frontières et sur l'incessibilité du «territoire national» qui ne sont que des principes républicains nourrisseurs de crispations puis de guerre. C'est un sacrifice d'environ 3000 km².

Si nous avions jadis pratiqué plus souvent l'échange de territoires, les Allemands et nous n'aurions pas mis l'Europe à feu et à sang.



A rebours d'une sage partition, la République qui se veut un cadre fixe, n'est plus qu'une obligation de «vivre ensemble» intimée envers des populations qui ne veulent justement plus vivre ensemble... Les Français de souche et les musulmans qui ne se supportent plus mutuellement re-

présentent pourtant une vaste majorité que la «France métissée», les loges, les journalistes, les oligarques et les amis d'Israël compensent bien sûr en puissance provisoire mais pas en nombre.

Si la République est bien le régime idéal du *vivre ensemble obligatoire et forcené*, la royauté sera

le régime de la séparation par commun accord, sur le même territoire, forcément, (puisque nous récusons par avance une guerre ethnique), mais pas dans les mêmes zones, pas dans les mêmes rues, pas dans les mêmes écoles, pas sous les mêmes lois

Nous voulons donc enclaver

l'Islam dans sept à huit zones qui deviendraient rapidement des émirats autonomes.

Nous pensons que la proposition peut intéresser les musulmans. Nous pensons même que c'est, au fond, la seule proposition susceptible de les intéresser !

Ainsi, nous libérer d'eux, se-





Il existe déjà, en France, plusieurs zones urbaines à forte majorité de population musulmane/migrante qui ont partiellement échappé à la République. Dans ces zones - comme dans beaucoup de «quartiers» HLM de villes moyennes ou plus petites, il règne déjà notoirement une situation de non-droit par l'emprise réelle d'une loi coranique larvée.

C'est au coeur de ces zones, toutes semblables au quartier belge de Molenbeek, que se développe à grande vitesse le contrôle des islamo-totalitaires et des jeunes mutants sur le quotidien des habitants, eux-même parfois sympathisants.

C'est surtout dans ces zones - où la majorité des habitants est évidemment innocente- que se

développe en feu de prairie l'idéologie mutante que l'on désigne couramment et facilement sous le nom d'islamisme mais qui correspond surtout à une catastrophe anthropologique dans laquelle Internet, les réseaux pan-optiques, les films américains violents, et les jeux vidéos ont joué un rôle aussi déterminant que le cynisme capitaliste et oligarchique déployé par Bush et Blair que Sarkozy et Hollande tentent chaque jour de mimer.

Nous proposons alors de créer six départements à statut spécial où régnerait une législation spéciale permanente compatible avec l'Islam.

Ces zones, chacune au moins aussi vaste que le territoire de Gaza, seront surveillées par des drones, hermétiquement clôturées par des forces territoriales réservistes. Personne ne pourra plus y entrer ni en sortir sans un laisser-passer.

Ces zones urbaines, souvent très peuplées comme le «93» avec son million et demi d'habitants, pourraient contenir ensemble près d'une dizaine de millions d'habitants ; soit la plus grande partie de nos musulmans, migrants, clandestins et mutants non assimilés ou carrément sympathisants intimes de la cause terroriste.

C'est naturellement dans ces départements spéciaux que seront assignés à résidence la totalité des mutants suspects de radicalité terroriste.

C'est aussi seulement sur ces départements spéciaux (Emirats»), délimités par des rocades protectrices, que se concentreraient les efforts

sécuritaires, cela pour mieux laisser la quasi totalité du peuple Français à l'abri de tout destin orwellien.

C'est enfin au sein de ces départements spéciaux que les résidents musulmans/migrants (Français ou étrangers) pourraient vivre pleinement leur foi, construire librement leurs mosquées, et mener légitimement une vie communautaire que la République aura inutilement frustrée jusque-là.

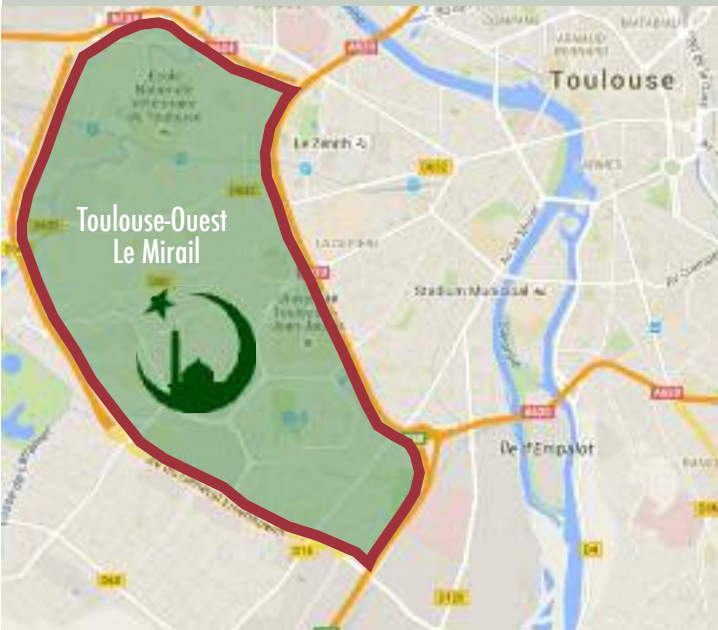
A l'extérieur des six départements spéciaux (à direction musulmane), leurs habitants ne pourraient plus circuler à moins d'une autorisation spéciale.

De cette façon, parce que les zones à surveiller ne peuvent être multipliées à l'infini, toutes les mosquées et tous les «micro-quartiers enclaves» actuellement situés dans nos départements français, seraient immédiatement rasés et leur population dirigée vers les départements spéciaux où celle-ci trouverait en revanche une législation judiciaire spéciale, plus compatible avec la foi musulmane que ne le sont les lois de la République.

Enfin, les habitants des «émirats» seraient empêchés de se rendre durablement dans les départements de droit ordinaire à moins d'en avoir obtenu l'autorisation délivrée par une Commission citoyenne composée d'un militant anticraciste et d'un policier, chargés de vérifier le degré d'assimilation réelle des postulants (de nationalité française ou étrangère) à notre entre-soi de bien être, de civilisation et de sécurité.

Naturellement, les harkis, les musulmans non pratiquants qui peuvent le prouver, les pratiquants soufis inoffensifs, les musulmans affiliés à des partis républicains et associations laïques, les migrants d'origine chrétienne, les intellectuels musulmans notoirement hostiles à l'islamisme, les anciens combattants musulmans, les «vieux chibanis», les fonctionnaires français d'Etat (Armée-Police-Douanes-Finances) d'origine musulmane, ne seraient pas concernés par de telles mesures d'assignation ne visant en réalité que la pratique massive d'une religion qui n'est tout simplement pas la nôtre, et ne peut désormais être mélangée sans risques extrêmes à notre entre-soi.

La direction politique



Lettre ouverte à Daech

Chers adversaires et néanmoins amis, nous avons noté qu'avec l'argent de la CIA, du Mossad et de notre République Française vous vous êtes offert une sacrée fiesta mahométane en Syrie et dans les environs : vous avez pu tranquillement piller, tuer, violer, vous saouler et rançonner la population, comme au temps du prophète, cela aura été votre fureur de vivre à vous.

Après, il fallait justifier un peu ce Djihad, auprès d'Allah (le Miséricordieux et patate et patate) et de vos mécènes, en faisant autre chose que de martyriser vos coreligionnaires, c'est à dire tuer des blancs, chrétiens de préférences, et semer le chaos. L'effet attendu est de rapprocher le peuple pataud de ses maîtres parce que vous vous y prenez très mal.

Comme nous avons de l'affection pour vous car nous comprenons, au combien, que la modernité soit agaçante et qu'elle laisse peu de place aux valeurs supérieures, nous allons vous donner quelques trucs.

Un bon terroriste doit avoir des bases arrières solides dans le peuple avec vos attentats débiles cela est mal parti.

Attention, nous ne vous disons pas de renoncer à vos projets, vous voulez semer la terreur chez les infidèles et tuer des gens, ok, mais avec un peu plus de méthode, les infidèles ce n'est pas ce qui manque.

Un bon terroriste doit vouloir le pouvoir pour créer ensuite sa dictature, canarder des terrasses de café comme geste politique vous pouviez faire mieux : l'assemblée nationale par exemple !

Et nous en arrivons au sujet de notre courrier : allions nos efforts !

Nous on est chrétiens, du coup par rapport à votre religion, on est moins mécréants que les athées ou les francs-maçons, non ?

Vous voyez où on veut en venir ? Non, on vous explique.

Le bordel dans lequel le monde flotte, il a forcément des responsables !

Les patrons des groupes financiers, les politiques sans exceptions, les journalistes, des intellectuels... ça fait beaucoup de monde, beaucoup de cibles... vous voyez un peu mieux le topo.

Tout ce petit monde, il rentre tous les soirs chez lui et l'état qui est au service direct de ces gens là, ne peut pas tous les protéger... alors avec vos ceintures explosives, plutôt qu'un bus de maternelle, vous pourriez assister aux débats d'un conseil municipal, départemental, régional et vous faire péter en paix avec votre Dieu, ou encore avec vos Kalachnikovs vous faire un patron de groupe de presse dans sa voiture, faire sauter les portes des prisons, assister à la dédicace du dernier ouvrage d'un intellectuel, bref y a plein d'idées plus constructives que de se faire sauter dans une impasse.

Réfléchissez un peu aux avantages, la population commencerait à vous aimer... vous seriez des "Robins des déserts", terrorisants les puissants, aidant les plus faibles et filant plein de fric aux pauvres.

Au lieu de cela, nous comprenons mal vos objectifs...

Vous vous attaquez au peuple. Résultat, les politiques et tout le système en profite directement, nous ne pouvons pas croire que vous soyez des agents commerciaux de BFM, merde ! Non, vous êtes nuls. Heureusement nous sommes patients mais reprenez vous bordel, serrez les boulons de vos couscoussières, bon sang !

Terrorisez le système et le peuple en profitera !

Avez-vous compris notre message ?

On l'espère...

Le prince Charles-Philippe d'Orléans vient de publier un communiqué dans lequel il conteste, lui aussi, que nous soyons en guerre !

Nous ne sommes pas en guerre

par Charles-Philippe D'Orléans



Charles-Philippe d'Orléans est anthropologiquement un vrai prince. Sa mère était de vieille noblesse française, une Pasquier de Franclieu dont le père avait été épuré par les FTP. A son tour, le prince a fait un mariage avec la duchesse de Cadaval de la plus haute noblesse portugaise. Parmi les princes d'Orléans, c'est le plus politique. Le plus à traditionaliste aussi. D'ailleurs, le prince Sixte-Henri de Bourbon-Parme qui le parraine depuis longtemps, peut en répondre.

Pour notre part, nous nous souvenons que Charles-Philippe, à l'initiative de Stéphane Tilloy, secrétaire général de l'AF dans les années 1993-1994, avait même participé à quelques collages d'affiches royalistes dans Paris...

Il y a quelques années, Charles-Philippe s'était également présenté aux législatives dans une circonscription des Français de l'étranger. Ce prince-là, qui ne méconnaît pas les droits d'aïnesse des Bourbon-Parme, ni leur légitimité «hors bâtards et consanguins», pourrait donc faire un très bon «lieutenant général du Royaume», car c'est indubitablement un prince éminemment fiable.

Charles-Philippe d'Orléans a donc réagi immédiatement aux attentats de Paris : "Nous sommes en guerre". J'entends cela dix fois par jour, et pourtant rien ne laisse à penser que nous le soyons. Nous sommes en guerre, nous avons un ennemi. Et cet ennemi nous le connaissons, c'est l'islam radical.

Nous sommes en guerre contre le radicalisme islamique, pourquoi ne fermons nous pas les mosquées mêlées à cette idéologie en France ? Pourquoi ne mettons nous pas les imams intégristes en prisons ? Pourquoi ne mettons nous pas en prisons ces français qui sont rentrés de Syrie ? Tous les fanatiques que nous avons en France et que nos services connaissent ? Plus de places en prisons répondrons certains. Ce n'est pas le sujet, nous sommes en guerre, créons des camps de prisonniers.

Si nous sommes en guerre contre l'islam radical, contre le salafisme, pourquoi

sommes-nous encore amis avec le Qatar et l'Arabie saoudite ? Ces pays wahhabistes financent et prônent la mondialisation du radicalisme... ils diffusent cette idéologie sur la planète depuis dix ans. Mais nous restons amis avec eux car ils sont de bons partenaires économiques : armes, pétrole, immobilier, banques... On adore ces fondamentalistes religieux car ils sont libéraux économiques. Paradoxe total.

Nous, nous ne sommes pas en guerre. Tout n'est que mascarade, des mots de nos politiciens pour nous faire peur. Des mots d'auto satisfaction pour se convaincre de leur "grandeur". Mais concrètement ils ne font rien. Rien pour éradiquer cette lèpre du 21ème siècle. Rien pour abattre ce monstre que nous avons laissé grandir. Et nous allons en pâtir. Nos gouvernants devraient avoir honte car leur non-politique va faire de nouvelles victimes. Ne pas y croire c'est se voiler la face. Je pleure déjà les prochains martyrs de ce laxisme. Je ferai peut-être partie du lot, comme chacun de ceux qui lisent ce texte. Je pleure pour la France.

Le courage de ce prince ne nous étonne pas. N'est-ce pas lui qui déclarait récemment «Monsieur Le Pen dit que les chambres à gaz ne sont pas le plus important élément de la seconde guerre mondiale, ils sont «un détail». Les statistiques de cette guerre varient, avec des estimations allant de 50 millions à plus de 70 millions de morts. Les camps d'extermination nazis, avec les chambres à gaz, ont fait près de trois millions de victimes. Certes c'est trop et la méthode est répugnante. Elle est donc devenue un symbole, et comme tout symbole, dès qu'on en parle, les émotions prennent le dessus. Mais ces trois millions de morts sont-ils plus importants que les 47 ou 67 autres millions ? Non, bien-évidemment (...)... Sans commentaires !

Naturellement le prince Charles-Philippe porte le titre de duc d'Anjou d'une manière aussi fausse que le jeune bâtard espagnol qui le revendique aussi... Mais l'Orléans au moins est un vrai prince français qui ose... Et en plus, il a reçu ce titre, et n'a donc pas à affronter le ridicule de se l'être accordé lui-même !

Recueilli sous le prétexte d'un reportage pour le quotidien local Midi Libre, le présent entretien informel a été réalisé quelques heures avant que 500 ninjas de l'Etat d'urgence n'envahissent Artigat avec hélicos et blindés !

Entretien furtif avec L'Emir blanc

ARTIGAT

Syrien naturalisé français, Abdel Ilat Al-Dandachi est arrivé en France en 1973. Ancien responsable de l'Association des étudiants islamiques de France, proche des Frères musulmans syriens, celui qui se fait appeler désormais «Olivier Corel» a également fondé, en 1987, la communauté islamiste du hameau ariégeois de Lanes, près d'Artigat, dans la vallée de la Lèze. De là, il enseignait la parole salafiste, sous couvert de cours de religion et de conférences sur la géopolitique au Moyen-Orient. C'est dans sa modeste maison qu'il recevait.

Tout le clan Merah est ainsi passé par Artigat : Mohamed Merah, sa sœur Souad, leur frère Abdelkader. Un certain Sabri Essid aussi. Le demi-frère par alliance de Mohamed Merah est réapparu, le 11 mars, dans une vidéo ultraviolette de l'organisation Etat islamique (EI), trois ans jour pour jour après les tueries de ce dernier dans les rues de Toulouse. Les services antiterroristes l'ont clairement identifié comme l'homme qui encourage un jeune garçon d'une dizaine d'années à tuer à bout portant un Arabe israélien, qualifié « d'espion du Mossad ». L'enfant serait le beau-fils de Sabri Essid.

Depuis plus d'une décennie, st dans le collimateur de la justice et des policiers de l'antiterrorisme. L'Emir blanc, surnommé ainsi par ses disciples et la police antiterroriste, n'a jamais été condamné.

En 2009, L'Emir blanc a bien été poursuivi pour «association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste» dans le cadre du procès d'une des premières filières démantelées d'envoi de candidat au djihad en Irak. Mais il a obtenu un non-lieu. Sabri Essid, lui, écoperà à l'époque de cinq ans de prison, tout comme Fabien Clain, condamné en 2009.

Lys Noir : Tiens, justement, c'est toi qu'on venait voir, enculé... Tu vas où, comme ça, avec ta brouette de merde... Tu te chauffes au bois ?
L'émir blanc : C'est moins cher... Allah dit que...

Lys Noir : Arrête avec ces conneries, c'est pas le moment... Dis, t'as vu le grabuge que vous avez mis et puis l'énerverment général ?
L'émir blanc : C'est pas mon problème, je vis simplement... Celui qui s'énerve tout seul ne peut espérer que tout le monde le rejoigne dans son énervement... Allah, le très miséricordieux, disait...

Lys Noir : Ouaih, mais t'as vu les hélicoptères au-dessus de ta baraque, les forces spéciales dans les bois alentours avec leurs lunettes de visée... Et le drone qui virevolte autour de ta boîte à lettres à minaret cuivré, tu l'as vu ?
L'émir blanc : Mektoub... Ils font ce qu'ils veulent...

Lys Noir : Ben oui, justement, ils ne font pas ça pour rien... Méfies-toi, BFM est sur le coup...
L'émir blanc : Ils sont sur moi depuis des années mais n'ont rien trouvé à me reprocher légalement... même au tribunal en 2009...

Lys Noir : Putain, t'es sincèrement démocrate ou quoi ? T'as pas compris que le temps de leurs salamalèques est fini avec vous... Vous avez touché à leurs chances de réélection, les gars... Alors ils ont fini de rigoler...

L'émir blanc : Et vous, qui êtes-vous ?

Lys Noir : Nous sommes vos seuls ennemis, connard, alors c'est pour cela que l'on est venu te parler, en chevaliers chrétiens, tu piges ?
L'émir blanc : Vous vous appelez comment ?

Lys Noir : Le Lys Noir...
L'émir blanc : Ah oui ! Je vous attendais...

Lys Noir : Ta gueule.. Parle plus doucement... Continue à pousser ta brouette... Tu disais ?
L'émir blanc : J'ai entendu parler de votre projet de partition qui nous laisse Marseille... Mais je trouve que ce n'est pas assez... On veut plus...

Lys Noir : Tu m'étonnes ! Mais on n'a pas grand chose d'autre à t'offrir... Tu vas quand même pas nous demander Vézelay, Cluny et le Mont Saint Michel, dis, salope ?
L'émir blanc : Non mais je veux la Seine-Saint-Denis, la banlieue lyonnaise, le Mirail et d'autres territoires comme Roubaix-Tourcoing que l'on a déjà... Mais pas seulement des zones urbaines... On veut aussi des territoires pour vivre sainement comme je le fais ici, en décroissance... Je sais que vous aimez et préconisez cela...

Lys Noir : De la campagne, on ne vous en laissera jamais... C'est pas négociable... Quelques jardins compris dans les zones intra-rocades que l'on prévoit pour vous, mais pas davan-

tage... Ou alors, à la périphérie de l'hexagone, dans des coins de merde comme la Haute Roya qu'on a de toute façon piquée aux ritals en 1946, mais pas de campagne française... Monaco à la rigueur... Y a déjà que des émirs là-bas...
L'émir blanc : C'est déjà mieux. Emirat de Monaco, ça sonne bien... Et Andorre ?...

Lys Noir : Bien sûr, on vous laisserait totalement maîtres à l'intérieur des zones... Vos émirs n'auraient qu'à prêter allégeance à notre Roi Charles-Xavier... En échange de cet hommage quasi féodal, on vous foutrait la paix...
L'émir blanc : C'est intéressant, faut que j'en avertisse le Calife... Qu'Allah le miséricordieux...

Lys Noir : Une fois la chose réalisée, on pourrait même s'entendre solidement, vous et nous...
L'émir blanc : Avec des roumis ? Comment cela ?

Lys Noir : Après tout, on est au moins d'accord contre la mégamachine. Ce qu'on met dans la corbeille de mariage, c'est donc la reconnaissance diplomatique de Daech... Puis, l'alliance...
L'émir blanc : Vous feriez vraiment cela ? Vous seriez prêts à aller jusque là ? Qu'Allah le...

Lys Noir : Tu peux pas savoir ce que nous sommes prêts à faire, pour ne plus voir vos gueules ! Non, tu ne peux pas savoir...
L'émir blanc : Faut vraiment que j'en parle au Calife... On se recontacte comment ?

